

Loi NOTRe :

la Commune menacée !!!!

Il faut garder la proximité, la démocratie locale et les services aux habitants.

La Loi du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite « Loi NOTRe » conduira, inéluctablement, à la disparition, à plus ou moins long terme, des Communes.

Les Intercommunalités, avec des périmètres élargis (la population étant nécessairement supérieure à 15 000 habitants) et des compétences renforcées, sont transformées peu à peu en collectivités de plein exercice, en lieu et place des Communes.

Bien que cette Loi, dont nous dénonçons les dangers il y a déjà un an, soit le résultat d'un accord entre la majorité socialiste et la droite parlementaire, de nombreuses associations d'élus locaux, toutes tendances confondues, partagent cette crainte. C'est le cas de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains de l'Oise -ADECR 60- dont nous sommes membres.

Pendant quelques années encore, les Communes continueront d'exister mais elles seront des coquilles vides, sans moyen financier et sans pouvoir. Les élus municipaux de proximité ne pourront plus agir sur la réalité, ils devront s'adresser aux élus communautaires devenant de simples intermédiaires, au mieux des médiateurs locaux, sans aucun pouvoir décisionnel ne disposant pas des moyens de répondre aux demandes et aux besoins des citoyens.

Aux cotés du renforcement des pouvoirs intercommunaux, de cette "supra-communalité" découlant de cette loi, il faut ajouter la création de quatorze puissantes métropoles, de nouvelles grandes régions, l'affaiblissement des départements, avec pour répondre aux exigences Européennes et ultra-libérale les mêmes objectifs: renforcer la concurrence entre les territoires, centraliser les pouvoirs, réduire le service public aux populations, affaiblir la démocratie locale et de proximité.

Ce chambardement institutionnel a pour seule vocation de réduire l'action publique locale et de diminuer les services à nos concitoyens, aux seules fins de faire des économies comptables, incertaines et dangereuses pour l'avenir de notre développement économique et social (moins 28 milliards d'euros d'ici 2017 pour les collectivités locales.)

La baisse de la dépense publique dont on nous rebat les oreilles est un leurre, il s'agit en fait, sous la coupe de Bruxelles, de transférer toujours plus des richesses, qui ne manquent pas dans notre pays, vers les appétits sans fin, des grandes entreprises et de la finance.

La mobilisation, à travers toute la France, de milliers de Maires, d'élus, le 19 septembre dernier à l'appel de l'Association des Maires de France a montré avec force le refus de cette austérité imposée aux collectivités locales, moteur essentiel de l'investissement public et de la croissance dans notre pays. Dans l'Oise, à l'appel de

l'UMO, de nombreuses actions ont été menées, la manifestation du 9 octobre devant les grilles de la Préfecture en étant la dernière expression.

Notre vision de la France est toute autre : c'est celle d'une France disposant de milliers de foyers démocratiques, d'une France républicaine, vivante, innovante, ancrée dans tous les territoires, enracinée dans notre histoire et en prise directe avec la vie de nos concitoyens.

Nous voulons une dépense publique, utile à l'éducation, la santé, la culture, le logement, les équipements, l'emploi et la justice sociale.

Nous voulons une France décentralisée, au plus près de ses habitants, leur permettant de s'engager dans la gestion locale, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, pour développer les services publics, améliorer les conditions de vie de chacun, favoriser le « vivre ensemble ».

Nous voulons alerter face à ces dangers, trop méconnus et n'ayant fait l'objet malgré nos appels à aucune consultation de nos concitoyens.

Nous voulons appeler les élus et les habitants à manifester leur refus de cette nouvelle organisation territoriale catastrophique et dangereuse pour la démocratie.

Les premiers effets de la Loi NOTRe :

Notre région Picardie disparaît, laissant place à une Région Nord-Pas de Calais-Picardie comportant 6 millions d'habitants et une puissante métropole Lilloise d'un million et demi d'habitants.

Le carte des intercommunalités de l'Oise, sera modifiée sans consultation des habitants, sous la coupe du préfet et de la commission départementale de l'intercommunalité dès la fin 2015, avec la réduction du nombre de structures, des périmètres élargis et la suppression de nombreux syndicats intercommunaux.



Association Départementale
de l'Oise des Elus
Communistes et Républicains